HAL
open science

Les répertoires charitables: la production de la source

Stéphane Baciocchi, Thomas David, Lucia Katz, Anne Lhuissier, Sonja Matter, Christian Topalov

To cite this version:

Stéphane Baciocchi, Thomas David, Lucia Katz, Anne Lhuissier, Sonja Matter, et al.. Les répertoires charitables: la production de la source. Philanthropes en 1900 : Londres, New York, Paris, Genève ., Creaphis, plus de 678 p., 2019, Electre 2019, 978-2-35428-137-3. hal-02375183

HAL Id: hal-02375183

https://hal.science/hal-02375183v1

Submitted on 22 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 1

LES RÉPERTOIRES CHARITABLES : LA PRODUCTION DE LA SOURCE

Stéphane Baciocchi, Thomas David, Lucia Katz, Anne Lhuissier, Sonja Matter et Christian Topalov

Écrire l'histoire des activités charitables pose d'emblée un problème de définition : quelles causes, quelles institutions, quelles pratiques, quels acteurs entrent-ils dans ce champ ? On esquive souvent la question en appliquant au passé les critères du présent. Il est préférable de l'affronter en observant la variété des façons dont était défini et délimité le champ par les acteurs eux-mêmes. C'est ainsi que l'historiographie récente, en accordant une certaine attention au vocabulaire utilisé par ceux-ci, montre qu'ils pouvaient adopter des points de vue divers et différents des nôtres sur le monde qu'ils constituaient [1]. La question de la définition se complique encore lorsqu'on observe que les différences terminologiques entre langues autorisent parfois difficilement la traduction [2]. Il est tentant de regarder ces variations sémantiques comme exprimant des différences « nationales » dans la conception des choses charitables, conceptions qui n'auraient pas été sans conséquence sur les chemins singuliers de l'État social dans les différents pays. L'idée de « cultures nationales », à la fois cohérentes et distinctives, est cependant difficile à soutenir, puisqu'au sein de chaque nation il y avait aussi des différends sur le vocabulaire qui signalent des différences significatives de points de vue sur l'objet. Ainsi, en France à la fin du XIXe siècle, *philanthropie* – terme issu des Lumières – était tombé en désuétude, *charité* était utilisé par les catholiques et *bienfaisance* par les laïques et les hommes

1. Gertrud Himmelfarb, *The Idea of Poverty: England in the Early Industrial Age*, London, Faber & Faber, 1984, chap. 6-8 ; Catherine Duprat, *Le Temps des philanthropes. La Philanthropie parisienne des Lumières à la monarchie de Juillet*, vol. 1, éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1993 ; C. Duprat, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social à Paris, au cours du premier XIXe siècle*, vol. 2, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1997 ; André Gueslin, *Gens pauvres, pauvres gens dans la France du XIXe siècle*, Aubier, 1998, chap. 7.
2. Klaus Weber, « 'Wohlfahrt', 'Philanthropie' und 'Caritas': Deutschland, Frankreich und Großbritannien im begriffsgeschichtlichen Vergleich » *in* Rainer Liedtke et K. Weber (dir.), *Religion und Philanthropie in den europaischen Zivilgesellschaften. Entwicklungen im 19. und 20. Jahrundert*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2009, p. 19-37.

des confessions minoritaires. L'idée de « cultures nationales » est également difficile à soutenir alors que, dès le milieu du XIXe siècle, les références franchissaient les frontières : congrès internationaux et visites, notamment, favorisaient une intense activité de sélection et d'interprétation des expériences étrangères et, ainsi, la circulation transnationale des réflexions et réalisations philanthropiques.

Définir les activités charitables pourrait donc appeler une discussion conceptuelle. Le présent ouvrage propose pourtant d'aborder la question d'une autre façon, intégralement pragmatique. Nous observerons en effet comment les acteurs eux-mêmes – ou du moins ceux d'entre eux qui prenaient la parole au nom du monde charitable – définissaient et délimitaient celui-ci. Ils utilisaient notamment, en anglais, les mots *charitable*, *beneficient*, *philanthropic*, *civic* ou *social* – en français, *philanthropie*, *charité*, *prévoyance*, *bienfaisance* ou l'adjectif *social* – en allemand, *Armenerziehung*, *Armenversorgung*, *Wohltätigkeit* ou *soziale Fürsorge*. Nous ne regarderons pas ces notions comme s'il s'agissait de concepts qui appartiendraient à l'histoire des idées, nous observerons empiriquement leur définition institutionnelle. Nous disposons pour ce faire d'un ensemble de documents assez homogène et très peu exploité[3] : les répertoires charitables qui recensaient, au XIXe et au début du XXe siècle, dans certaines grandes villes du monde industriel, les institutions ayant une activité dans ce domaine. Ce sera la principale source que nous allons mobiliser dans notre étude et le présent chapitre se propose d'en exposer l'histoire.

Nous décrirons d'abord ces ouvrages comme des objets que leurs compilateurs et éditeurs proposaient sur un marché et qui présentaient un certain nombre de caractéristiques formelles, matérielles et économiques (section 1). Nous nous attacherons ensuite à identifier leurs « auteurs » – si toutefois ce terme est approprié – et les projets pratiques au service desquels ces répertoires s'inscrivaient. Il apparaîtra alors que le recensement des institutions charitables par des hommes qui voulaient s'en instituer les porte-parole était en lui-même une action : définir, c'était agir et les répertoires avaient, dans une large mesure, un aspect performatif (section 2).

3. Rares exceptions : John W. Mohr et Vincent Duquenne, « The Duality of Culture and Practice: Poverty Relief in New York City, 1888-1917 », *Theory and Society*, vol. 26, nº 2/3, 1997, p. 305-356 ; Matthieu Brejon de Lavergnée, « Culture "blanche" et œuvres de charité. Le Faubourg Saint-Germain à Paris au XIXe siècle » *in* Bruno Dumons et Hilaire Multon (dir.), *Blancs et contre-révolutionnaires. Espaces, réseaux, cultures et mémoires (fin XVIIIe-début XXe siècle) : France, Italie, Espagne, Portugal*, École française de Rome, 2012, p. 136-144 (source : *Manuel des œuvres* de 1842).

Les répertoires charitables comme produits éditoriaux

On peut définir un répertoire comme une liste mise à disposition d'un public, organisée de façon à rendre la consultation aisée et comprenant sur chacun des objets répertoriés des informations utiles. Un répertoire se présentant généralement comme exhaustif pour la catégorie d'objets considérée, sa compilation implique un recensement préalable et un dispositif de collecte d'informations. Comme ces objets recensés sont rarement stables, un répertoire est appelé à être mis à jour, voire à devenir périodique. Enfin, un répertoire est d'abord destiné à fournir des informations, à décrire plutôt qu'analyser ou juger : « C'est, en un mot, la statistique générale de la charité et des moyens dont elle dispose pour adoucir les souffrances des indigents et des malades », résumait le *Manuel des œuvres* [4]. Les répertoires se trouvaient ainsi associés à la même revendication d'objectivité que d'autres formes de ce qu'on appelait jadis « statistique ».

Le développement de l'imprimerie industrielle au XIXe siècle permit la multiplication des répertoires en tout genre : listes de fournisseurs de biens ou services, listes de sociétés commerciales – éventuellement associées à une cote à la bourse des valeurs ou à une notation de leur crédit ; listes de membres de professions, de propriétaires, de notabilités, de membres de sociétés diverses ou de clubs ; tardivement dans le siècle, listes d'abonnés au téléphone [5]. Sans doute peut-on associer le phénomène à un élargissement des mondes sociaux concernés au-delà des limites de l'interconnaissance de face-à-face, du fait notamment de l'ampleur croissante des marchés économiques et des sociétés urbaines. Un grand nombre de volumes imprimés résultait de cette mise en répertoire : plutôt épais, souvent in-octavo ou in-quarto, ils étaient tantôt destinés de façon exclusive à ceux-là mêmes qu'ils répertoriaient (et qui, généralement, y souscrivaient), tantôt proposés à un public plus large qui constituait alors pour les éditeurs un marché à conquérir. Dans le monde britannique, l'expansion rapide des répertoires après 1880 est clairement liée, comme l'ont montré deux enquêtes systématiques [6],

4. *Manuel des œuvres. Institutions religieuses et charitables de Paris et principaux établissements des départements pouvant recevoir des orphelins, des indigents et des malades de Paris*, Poussielgue, 1900 [6e éd.] (MDO, 1900), p. VI.
5. Pour quelques exemples, voir Stéphane Baciocchi *et al.*, « Les mondes de la charité se décrivent eux-mêmes. Une étude des répertoires charitables au XIXe et début du XXe siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 61, n° 3, juil.-sept. 2014, p. 31, note 10.
6. Peter J. Atkins, *The Directories of London, 1677-1977*, London, Mansell, 1990 ; Gareth Shaw, *British Directories: A Bibliography and Guide to Directories Published in England and Wales (1850-1950) and Scotland (1773-1950)*, Leicester UP, 1997 [2e éd.].

à l'essor commercial d'éditeurs à grande échelle. Avec le développement de cette forme, se répandaient dans les milieux concernés à la fois le pacte de lecture et les techniques qui lui étaient associés (consulter plutôt que lire, parcourir efficacement une liste alphabétique, une table analytique ou un index) et l'acceptation, voire le souhait d'être soi-même répertorié (pour se faire connaître de clients, pour s'afficher comme faisant partie d'un groupe).

La production de répertoires charitables s'inscrivait dans ce contexte et cette tendance générale : nous avons essayé d'en constituer un corpus aussi exhaustif que possible afin d'en observer la variété et de dégager d'éventuels types ou traits communs[7]. Si Londres et, dans une moindre mesure, Paris se caractérisaient par une forme de concurrence entre divers répertoires charitables, la situation était beaucoup plus simple à New York et Genève où s'était imposée une situation de monopole.

Londres et Paris : un marché concurrentiel

Les répertoires charitables londoniens du XIXe siècle se réclamaient d'un précédent publié en 1810, le *Pietas Londinensis* (1810, 1814) d'Anthony Highmore, *sollicitor* de profession, qui assura sa mise à jour en 1822 sous le titre *Philanthropia Metropolitana*. Ces deux petits, mais épais, volumes inaugurèrent le genre et furent bientôt rejoints par le *Charity Almanack* (1823-1825). Il fallut toutefois attendre les années 1850 pour qu'une publication périodique annuelle, *The Charities of London*, vît le jour. Elle parut de manière continue pendant treize ans (1850-1863), puis fut interrompue avant de reprendre pour plus de trente ans (1870-1904). Son auteur, Sampson Low Jr, était le fils de l'éditeur de l'ouvrage et son œuvre fut poursuivie après sa disparition par le très évangéliste révérend Charles Mackeson, qui compila aussi un *Guide to the Churches of London and its Suburbs* (1866-1894). Conçu comme une entreprise commerciale, *The Charities of London* était un épais ouvrage (471 p. en 1850, 348 en 1862) qui ne résultait pas d'une enquête auprès des œuvres, mais d'une compilation d'informations contenues dans d'autres répertoires (ceux de Highmore notamment), des magazines (*Knight's London*) et de rapports officiels.

7. On trouvera ce corpus à l'annexe I, classé par date de première publication dans chaque série, avec une description bibliographique aussi complète que possible. Lorsqu'il s'agira, dans ce chapitre, d'un de ces répertoires, sa référence ne sera pas donnée en note et il conviendra de se reporter à l'annexe. S'agissant d'autres types de publications pour lesquelles une description matérielle est pertinente (format, nombre de pages), l'information sera donnée en note.

En 1863 apparut un répertoire concurrent, *The Shilling Guide to the London Charities*, compilé par Herbert Fry : il s'agissait cette fois d'un volume plus mince (175 p.) vendu à un prix modeste, comme les autres guides de la collection à un shilling publiée chez l'éditeur Robert Hardwicke. Cette initiative contraignit Sampson Low à publier la même année un extrait de son propre répertoire au même prix et elle n'est sans doute pas étrangère au fait qu'il abandonna le terrain pendant plusieurs années (1864-1869). Dès 1866, Fry commença la publication annuelle d'un répertoire plus complet remplaçant en quelque sorte celui de Sampson Low. Ce *Royal Guide to the London Charities* (in-8) continua après que d'autres compilateurs succédèrent à Fry après sa mort, qui baptisèrent la nouvelle série du nom de son inventeur : le *Herbert Fry's Royal Guide to the London Charities* fut publié annuellement jusqu'en 1942.

Un troisième concurrent émergea en 1876, dans un contexte d'effervescence charitable renouvelée, avec la parution du *Classified Directory to the Metropolitan Charities*, compilé par Frederic Howe et édité par Longmans. Ce produit, qui se plaçait dans la catégorie des volumes bon marché (un shilling) et d'ampleur limitée (224 p.), eut lui aussi une considérable longévité (1876-1919).

Le dernier venu des répertoires charitables londoniens avait une toute autre ambition. Le *Charities Register and Digest*, qui parut pour la première fois en octobre 1882, était une initiative de la Charity Organisation Society (COS), institution fondée en 1869 dans le but de promouvoir les objectifs rationalisateurs de la *scientific charity* dans le monde bigarré des *charities* londoniennes. Il s'agissait cette fois d'une véritable somme de 1 152 pages (in-8), qui connut quatre éditions entre 1882 et 1895, puis devint annuelle à partir de 1897 : elle devait se poursuivre, au-delà des transformations successives de la COS, jusqu'en 1964. Dès la première édition et jusqu'en 1917, l'ouvrage comprenait, outre le répertoire, une très longue introduction doctrinale qui s'autonomisa en un ouvrage distinct en 1883, vendu au prix de 1 shilling sous le titre *How to Help Cases of Distress: A Handy Reference Book for Almoners, Almsgivers and Others*.

En 1900, par conséquent, quatre produits rivalisaient sur le marché londonien[8] : le petit répertoire à un shilling de Howe, le *Low's Handbook to the Charities of London* sur le point de disparaître (l'un et l'autre d'environ

8. On pourrait considérer comme un cinquième concurrent le *Burdett's Hospitals and Charities*, qui paraissait depuis 1889 et comptait environ 1 000 pages. Compilé par Henry Burdett, un homme clef de la philanthropie et de la réforme hospitalière, il recensait principalement les institutions médicales.

200 pages) et celui plus épais de Fry chez Chatto & Windus (443 p.), enfin le fameux *Register* de la COS, massif et lesté de doctrine (près de mille pages dans l'édition de 1901).

À Paris, le marché des répertoires s'apparentait plutôt à un duopole. C'est avec la Restauration que commencèrent à voir le jour des « manuels de charité », dont certains fournissaient des listes d'œuvres et quelques « renseignements » sur chacune d'elles. Toutefois, le premier effort concerté pour organiser la charité parisienne vint plus tard, sous la monarchie de Juillet, des milieux catholiques et légitimistes. En 1842 fut formé, à l'initiative du vicomte Armand de Melun, un comité des œuvres « composé des secrétaires des principales œuvres ou associations de la ville de Paris pour faciliter entre elles les échanges de service et les rapports de charité [9]». Melun publia alors la première édition de son *Manuel des institutions et œuvres de charité de Paris* (1842), qui comptait 216 pages (in-18) et fut suivie d'une seconde en 1845. Dans ces éditions, comme dans celles qui suivirent, le nom de l'initiateur de l'entreprise n'apparaissait nulle part. C'est aussi en 1845 que Melun créa les *Annales de la charité* et, deux ans plus tard, la Société d'économie charitable. La publication du manuel s'inscrivait donc dans un ensemble d'actions visant à organiser le monde charitable parisien, dans ses diverses composantes, sous la houlette bienveillante des catholiques [10].

À la fin de 1848, l'archevêché de Paris créa à son tour un Conseil général des œuvres, dont le succès fut limité : « Les plus dévoués y crurent voir un commencement de dépendance, comme une tentative d'usurpation » expliqua plus tard Melun [11]. En 1852, c'est toutefois l'archevêché qui publia l'édition suivante du manuel (252 p., in-18), placée sous le patronage d'une Commission des œuvres composée d'ecclésiastiques et des responsables de grandes œuvres catholiques parisiennes [12]. Une tentative ultérieure de faire renaître un comité des œuvres « éveilla de hautes susceptibilités » et l'administration impériale la fit échouer [13]. L'édition de 1867 du manuel fut donc à nouveau une initiative personnelle de Melun, plus ambitieuse que les précédentes (460 p., in-18) [14]. Il lui ajouta un supplément en 1870 et publia

9. *Manuel des institutions et œuvres de charité de Paris*, Poussielgue-Rusand, 1842 (MDO, 1842), p. 3.
10. [Armand de Melun], *Mémoires, revus et mis en ordre par le comte Le Camus*, vol. 1, H. Oudin, 1891, p. 227-230.
11. *Ibid.*, p. 228.
12. MDO, 1842, p. 3-4.
13. [A. de Melun], *op. cit.*, p. 229.
14. Sur les initiatives de coordination catholique des œuvres et le rôle de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, voir M. Brejon de Lavergnée, *La Société de Saint-Vincent-de-Paul au* XIXe *siècle. Un fleuron du*

une dernière édition en 1877, l'année de son décès (646 p., in-12). Dans le contexte de la lutte bientôt victorieuse des républicains contre les tentatives de restauration monarchique, le manuel de M. de Melun était devenu un outil de la résistance catholique : « […] la nomenclature d'un si grand nombre d'institutions nées presque toutes de l'influence du christianisme, et sous l'inspiration de l'Évangile, n'est-elle pas, malgré sa concision et sa sécheresse, le plus éloquent témoignage en faveur des croyances et des doctrines aujourd'hui si calomniées et si combattues […] ? [15]» Un groupe de catholiques légitimistes poursuivit la publication du *Manuel des œuvres* après la disparition de Melun en se réclamant de son inspiration : sept éditions parurent entre 1880 et 1912, dont l'ampleur ne cessait de croître (556 p., in-18 en 1880, 730 p., in-18 en 1912).

Une initiative concurrente du *Manuel des œuvres* vit le jour en 1897 avec le *Paris charitable et prévoyant* de l'Office central des œuvres de bienfaisance. Cette institution avait été créée en 1892 sur le modèle des COS anglo-américaines et sous le patronage d'aristocrates légitimistes comme le marquis de Vogüé, mais aussi de libéraux comme Anatole Leroy-Beaulieu et avec l'appui de la Société d'économie sociale, qui était composite en matière politique et neutre en matière religieuse. Deux tâches principales étaient au programme de l'Office : un répertoire central des institutions charitables, un autre des « solliciteurs » qui s'adressent à elles. L'enquête sur les œuvres, immédiatement entreprise, aboutit en 1896 à *La France charitable et prévoyante* (91 fascicules, in-8) qui traitait de la province et en 1897 à *Paris charitable et prévoyant* (644 p., in-8) qui traitait du département de la Seine. À l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, l'Office publia une brochure (46 p., 26 cm) qui donnait un inventaire succinct des œuvres parisiennes d'assistance publique et privée, et de prévoyance. Une deuxième édition mise à jour du *Paris charitable* parut en 1904 (746 p., in-8), puis une nouvelle édition en 1912 (824 p., 20 cm). Elle écartait cette fois les œuvres de prévoyance, mais s'étendait à la banlieue de Paris, répertoriant environ 5 000 œuvres, contre 3 775 en 1904. À la différence des éditions précédentes, le format et le prix étaient conçus pour une large diffusion. Un *Paris charitable pendant la guerre* (4 fascicules) parut entre 1915 et 1918, puis trois nouvelles éditions du *Paris charitable, bienfaisant et social* en 1921 (1 079 p., in-16), 1926 (1 269 p., in-8) et 1936 (1 700 p., in-8).

catholicisme social, Le Cerf, 2008, p. 566-567. Sur la période 1848-1859, voir M. Brejon de Lavergnée, « Culture "blanche"… », art. cit., p. 146-147.

15. *Manuel des œuvres* […], Poussielgue, 1880 (MDO, 1880), p. VI (cette préface est reprise de l'éd. de 1877).

Paradoxalement, le secrétaire de l'Office central des œuvres de bienfaisance, Léon Lefébure – petit notable catholique rallié à la République à la suite des recommandations de Rome – situait son action, comme les auteurs du répertoire concurrent, dans « les généreuses traditions » de M. de Melun [16]. Les deux répertoires différaient toutefois nettement par le point de vue catholique intransigeant de l'un et la neutralité religieuse affichée par l'autre, qui couvrait un nombre d'œuvres très supérieur. La situation de duopole qui prévalut sur le marché des répertoires charitables entre 1897 et 1912 se dénoua par la disparition du *Manuel*, tandis que le *Paris charitable* connut une pérennité qui n'eut rien à envier à celle de ses cousins londonien et new-yorkais [17].

New York et Genève : une situation de monopole

Le premier répertoire charitable repérable à New York fut une initiative modeste et sans lendemain prise en 1845 par la New York Association for Improving the Condition of the Poor, l'œuvre la plus ambitieuse et la plus généraliste qui existait à ce moment : il s'agissait d'un petit volume de 31 pages in-8. En 1868, Henry J. Cammann, un banquier épiscopalien « qui s'intéressait à de nombreuses institutions charitables et philanthropiques [18]» et Hugh N. Camp publièrent un répertoire des *charities* de New York en donnant au terme une acception très restreinte puisqu'il ne concernait que *hospitals* et *asylums* – le type d'œuvres dont s'occupait Cammann. La même année, William A. McVickar, un *clergyman* épiscopalien, publiait la seconde édition de son répertoire des *city missions*. Il n'existait donc aucun répertoire d'ensemble des *charities* lorsqu'en 1874 une organisation privée, le Bureau of Charities, prit l'initiative de publier un petit *Directory to the Charities of New York* de 59 pages in-8 : il avait été réclamé au cours d'une récente campagne électorale, mais les œuvres furent réticentes à fournir des informations. Face à ces difficultés, les auteurs préconisaient que l'État entreprît de publier un tel répertoire – à l'exemple du Massachusetts – car les œuvres auraient été dans ce cas légalement obligées de répondre [19].

16. Léon Lefébure, *L'Organisation de la charité privée en France. Histoire d'une œuvre*, Firmin-Didot et Cie, 1900, p. 119 (l'exposé cité a été prononcé en 1890).
17. L'OCOB publia en 1944 un *Répertoire des œuvres et des services sociaux de Paris et de la Seine* en 7 fascicules, puis, sous la nouvelle dénomination d'« Office central des œuvres de bienfaisance et services sociaux », deux autres répertoires généraux (1952 et 1957) et une série de répertoires spécialisés (enfants, malades et vieillards ; maisons de repos et de convalescence ; maisons de retraite) entre 1947 et 1963.
18. *NY Times*, Obituary, 25 août 1920.
19. Le Bureau of Charities, qui s'était réuni pour la première fois en novembre 1873, cessa toute activité dès 1875 (David M. Schneider et Albert Deutsch, *The History of Public Welfare in New York City*, vol. 2, *1867-1940*, Chicago UP, 1941, p. 37-38).

C'est toutefois la Charity Organization Society qui prit l'initiative en 1883. Créée l'année précédente par des hommes et femmes d'œuvres dont plusieurs étaient membres du State Board of Charities, l'instance officielle de surveillance des *charities* de l'État de New York, la COS new-yorkaise s'était donné pour but, sur le modèle de celle de Londres, de combattre les secours publics à domicile et de développer une charité privée scientifique. Son *New York Charities Directory*, malgré des débuts hésitants, s'imposa bientôt comme l'unique référence et, à partir de 1898, fut publié chaque année (sauf en 1908) jusqu'après la guerre et, sous la responsabilité de diverses organisations, jusqu'à aujourd'hui. En 1892, le State Board of Charities publia à son tour un répertoire qui couvrait l'ensemble de l'État de New York et calquait celui de la COS, ce qui fut probablement pour celle-ci une victoire morale et politique importante. Quant au petit répertoire d'œuvres placées sous l'étiquette *Applied Sociology* qui formait la seconde partie du *Handbook of Sociological Information* (1894) du *general agent* de la New York Association for Improving the Condition of the Poor, William H. Tolman, il ne pouvait en rien concurrencer celui de la COS. Le *New York Charities Directory* était donc en situation de monopole, comme l'était aussi l'*Annuaire philanthropique genevois*, publié sous les auspices de la Société genevoise d'utilité publique.

Cette dernière, créée en 1828, était une section cantonale de la Société suisse d'utilité publique (SSUP), une organisation philanthropique d'ambition nationale et de fondation ancienne (1810)[20]. En 1875, un *Annuaire philanthropique genevois* de 110 pages fut publié et, en 1879, une deuxième édition revue et augmentée. Les rédacteurs de ces volumes étaient trois grandes figures de la philanthropie protestante genevoise : Gustave Moynier, l'un des fondateurs de la Croix-Rouge, Gustave Rochette, qui fut à l'origine de l'asile de nuit de la ville[21] et Edmond Pictet, qui avait « bien voulu faire partie de la rédaction de l'*Annuaire* et fournir les notices qu'il avait déjà composées pour une publication analogue qu'il avait autrefois projetée[22]». Le président de la Société genevoise d'utilité publique racontait en ces termes la genèse de l'*Annuaire* :

> Cet hiver nous avons entendu plusieurs travaux : en premier lieu, une communication de M. le prof. Ch. Galopin sur le manque de publicité de certaines œuvres

20. Sur cette société, voir Beatrice Schumacher (dir.), *Freiwillig verpflichtet. Gemeinnütziges Denken und Handeln in der Schweiz seit 1800*, Zürich, NZZ Libro, 2010.
21. *Journal de Genève*, 6 déc. 1895.
22. Eugène de Budé, « Société genevoise d'utilité publique. Rapport sur ses travaux pendant l'année 1875 », *Bulletin de la Société genevoise d'utilité publique*, vol. 5, 1876, p. 621.

> de bienfaisance, qui sont par cela même peu connues et surtout mal connues, et sur l'opportunité qu'il y aurait à publier un annuaire indiquant le but de chaque œuvre, avec son siège et le nom de son principal directeur. M. Galopin terminait en demandant que cette utile publication se fît avec l'appui moral et financier de la Société d'utilité publique. Le vœu de M. Galopin a été pleinement réalisé, et un joli volume, renfermant de courtes notices sur deux cent sept institutions de bienfaisance, intitulé *Annuaire philanthropique genevois*, a paru sous les auspices et avec une allocation de notre Société. Félicitons MM. Moynier, Pictet et Rochette, rédacteurs de cet excellent ouvrage dont l'édition est déjà épuisée [23].

La publication s'arrêta ensuite, jusqu'à ce qu'elle fût reprise par Frank Lombard, fils de banquier et philanthrope, qui était l'un des principaux dirigeants de la société. Il publia l'*Annuaire philanthropique genevois* sous son nom à trois reprises, en 1893 (244 p., 28 cm), 1899 (260 p.) et 1903 (304 p.), en le plaçant dans la continuité des deux « éditions précédentes de l'annuaire » parues vingt ans plus tôt [24]. Cet annuaire disparut ensuite parce que, si l'on en croit le *Journal de Genève*, ses fonctions étaient désormais assurées par une institution relevant elle aussi de la philanthropie privée, mais de plus en plus professionnalisée : « Il [Frank Lombard] avait […] créé l'*Annuaire philanthropique* qui a rendu de grands services avant que le Bureau central de bienfaisance ne se fût organisé de façon tout à fait moderne et complète. [25]»

Le répertoire charitable comme genre et comme produit

Les principaux répertoires charitables étaient donc issus du monde charitable lui-même et s'offraient pour aider celui-ci à accomplir ses missions : entreprise scientifique, utilité pratique et activité rationalisatrice se confondaient. L'initiative était le fait tantôt d'un philanthrope de premier plan – comme Armand de Melun à Paris ou Frank Lombard à Genève – tantôt d'une société qui entendait exercer une influence sur les œuvres qu'elle recensait – comme les Charity Organisation Societies de Londres et de New York, leur pâle imitation parisienne, l'Office central des œuvres de bienfaisance, ou enfin la puissante Société suisse d'utilité publique et ses sections cantonales. Ces organisateurs de la charité effectuaient une enquête directe auprès des œuvres, qui étaient exhortées à collaborer à cette entreprise d'intérêt général. Les informations devant être à jour pour être utiles, il y avait des éditions successives, dont le rythme plus ou moins régulier exprimait assez

23. *Ibid.*
24. Frank Lombard, *L'Annuaire philanthropique genevois*, Genève, W. Kündig & fils, 1893 (APG, 1893), p. v.
25. *Journal de Genève*, 16 fév. 1925.

bien l'inégale solidité de ces entreprises. Les répertoires parisiens et genevois étaient les plus fragiles : celui de Melun et ses successeurs parut neuf fois entre 1842 et 1911 (soit tous les 9 ans en moyenne), celui de la Société suisse d'utilité publique, puis de Lombard cinq fois entre 1875 et 1903 (moyenne 7 ans), celui de l'OCOB trois fois entre 1897 et 1912 (moyenne 5 ans). Les répertoires des COS étaient, à l'évidence, plus solides : celui de Londres devint annuel en 1897, après avoir été publié quatre fois entre 1882 et 1895 (moyenne 4 ans), celui de New York devint annuel en 1898 (sauf en 1908), après avoir été publié sept fois entre 1883 et 1896 (moyenne 2 ans).

Ces répertoires visant l'exhaustivité, c'étaient de gros ouvrages, toujours in-8, qui tendaient à être de plus en plus épais au fil de leurs éditions successives – parce que la couverture de l'enquête s'améliorait ou qu'elle s'élargissait à de nouvelles catégories d'œuvres. C'est ainsi que le nombre des institutions recensées fut en forte augmentation dans cette période d'extension du domaine de l'action charitable. Le répertoire de la COS de New York passa du modeste volume de 169 pages en 1883 à 400 en 1890, 772 en 1900 et 848 en 1914 [26] ; celui d'Armand de Melun avait 460 pages en 1867, le dernier publié par ses continuateurs 730 pages en 1912 [27], tandis que le répertoire de l'OCOB passait de 644 pages en 1897 à 824 en 1912 ; enfin l'*Annuaire philanthropique genevois* passa de 110 pages en 1875 à 304 en 1903. Le répertoire de la COS de Londres était un énorme volume de 1 152 pages dès sa première édition de 1882 et il conserva cette caractéristique par la suite, même s'il perdit un peu d'épaisseur (979 pages en 1890, 768 en 1900, 714 en 1914).

Des volumes de cette importance coûtaient cher. Leur compilation pouvait être réalisée par des bénévoles ou entrer dans les frais ordinaires de fonctionnement d'organismes qui s'étaient donné pour tâche de tenir à jour un fichier des œuvres, mais, dans tous les cas, la composition et l'impression représentaient des dépenses importantes. La troisième édition du *New York Charities Directory* fut imprimée à 3 000 exemplaires, la quatrième à 4 000, la vingt-et-unième à 7 500 [28]. Lorsque les coûts n'étaient pas financés sur les ressources générales de la société, ils pouvaient être couverts de plusieurs

26. Un réaménagement du sommaire aboutit à une baisse de la pagination les années suivantes (607 en 1915, 434 en 1916).
27. Le format, toutefois, n'est pas in-8, mais in-12, in-16 ou in-18 selon les éditions.
28. 3e éd. : Charity Organization Society of the City of New York [ci-après : COSNY], *6th Annual Report […] 1888*, New York, Central Office, 1888, p. 50 ; 4e éd. : COSNY, *9th Annual Report […] 1890*, New York, Central Office, 1891, p. 31 ; 21e éd. : « Re : Directory of Social Agencies », May 17, 1934, p. 6 (Community Service Society Archives, Box 115, folder « Directory of Social Agencies », Columbia University, RareBooks and Manuscripts Library [ci-après : CSS Archives, Box 115]).

façons : la vente par souscription ou en librairie, les recettes publicitaires, des donations spécifiques. On ne dispose guère d'information sur cette économie des répertoires charitables [29]. On peut supposer que leur marché était limité par le fait qu'un exemplaire était généralement offert à chacune des œuvres qui avait contribué à l'enquête, sans doute aussi aux membres cotisants et bienfaiteurs de l'institution éditrice du répertoire [30]. Les répertoires des organisateurs de la charité étaient néanmoins proposés à la vente. Le prix de celui de la COS de Londres était originellement 10 shillings, puis fut réduit à 4 shillings dès 1897 [31], tandis que la concurrence vendait ses petits répertoires pour 1 shilling seulement. Celui de la COS de New York était vendu 1 dollar, réduit à 50 cent en 1891 dans le but d'en développer la diffusion payante, mais il fut à nouveau porté à 1 dollar ensuite [32]. Le prix de celui de l'OCOB, fixé à 10 francs en 1897, fut réduit à 5 francs pour l'édition de 1912, afin d'atteindre « tous les honnêtes gens [33]».

La publicité constituait parfois une ressource importante : les annonceurs étaient tantôt des œuvres charitables qui souhaitaient se mettre en valeur et susciter des dons, tantôt des fournisseurs proposant aux œuvres des biens ou services – machines à écrire, service d'impression, placements financiers, équipements d'hygiène, etc. –, sans oublier les œuvres qui comportaient elles-mêmes un caractère commercial puisqu'elles proposaient des services au public – atelier de fabrication de bois à brûler, écoles, crèches, etc. Ainsi, les répertoires londoniens et new-yorkais comprenaient de 50 à 60 pages

29. Quelques chiffres sont disponibles sur le répertoire de la COS de New York. Les principaux postes de dépenses pour l'édition de 1895 (coût total 3 352 dollars) furent l'impression (56 %), la rémunération du compilateur pour son travail d'écriture (29 %) et sa commission sur les sommes collectées auprès des œuvres au titre de l'espace supplémentaire qui leur était attribué (4 %) ; ces coûts furent couverts par la publicité (35 %), l'espace supplémentaire vendu aux œuvres (22 %), les ventes (29 %) et une subvention versée par un ami de la Société (14 %) (COSNY, *14th Annual Report […] 1895-1896*, New York, Central Office, 1896, p. 42).

30. Le répertoire de la COS de New York était distribué aux églises et aux œuvres qui avaient collaboré à sa confection (COSNY, *2nd Annual Report […] 1884*, New York, Central Office, 1884, p. 19) et offert en outre aux membres de la COS (COSNY, *7th Annual Report […] 1888*, New York, Central Office, 1889, p. 47).

31. Charity Organisation Society (ci-après : COS London), *33rd Annual Report for 1901*, London, The Society, 1901, p. 33.

32. Un dollar : COSNY, *7th Annual Report […] 1888*, New York, Central Office, 1889, p. 47 ; 50 cents : Central Council Minutes, 10 mars 1891, vol. 3, p. 5 (CSS Archives, Box 115) [ci-après CCM] ; 1 dollar à nouveau : c'est le cas de la 14e éd. pour 1904 (COSNY, *22nd Annual […] 1903-1904*, New York, Central Office, 1904), de la 16e pour 1906 (COSNY, *23d Annual Report […] 1904-1905*, New York, Central Office, 1905), de la 17e pour 1907 (COSNY, *24th Annual Report […] 1905-1906*, New York, Central Office, 1906).

33. Dix francs : *Bibliographie française*, vol. 8, H. Le Soudier, 1900 ; 5 francs : Eugène Plantet, « Notice explicative » in *Paris charitable et bienfaisant*, Plon-Nourrit, 1912, p. XIV ; honnêtes gens : Othenin comte d'Haussonville, « Préface » in *ibid.*, p. 9.

d'annonces commerciales. En outre, pour New York, il y avait une norme de longueur de la notice et, si une œuvre souhaitait disposer de plus de place, elle devait payer en conséquence : un dollar par pouce [34].

Le coût net final du répertoire était parfois couvert par des donations : ce fut le cas par exemple des répertoires new-yorkais de 1888 et 1895 [35]. Bien qu'une publication annuelle eût été envisagée dès l'origine, la COS de New York hésita longtemps à adopter cette périodicité par crainte du déficit. À partir de 1900 ou 1901, toutefois, il apparut que les recettes équilibraient les dépenses de composition et impression [36].

Les autres publications sur le monde charitable

Ces répertoires charitables présentaient donc un certain nombre de points communs : ils étaient publiés de façon périodique, ils étaient établis à l'échelle d'une ville, ils étaient issus du monde charitable lui-même. Ils n'étaient toutefois pas les seules publications visant à décrire les œuvres de bienfaisance. Une présentation non exhaustive d'autres initiatives permettra de mieux cerner les particularités des répertoires – et leurs limites en tant que source. Nous envisagerons successivement la question de la périodicité, celle de l'échelle géographique et celle des publications confessionnelles.

Certains répertoires étaient des publications uniques. Entreprises de type scientifique, ils étaient l'œuvre érudite d'administrateurs ou de particuliers qui s'inscrivaient dans le registre que l'on appelait dès le XVIIIe siècle et tout au long du XIXe « statistique », c'est-à-dire une énumération exhaustive et descriptive d'objets d'une catégorie déterminée, assortie ou non de récapitulations chiffrées. Un exemple précoce de ces « mémoires statistiques [37]» pour Londres est en 1810 le volumineux *Pietas Londinensis* (1 013 p., in-12) et sa mise à jour de 1822 *Philanthropia Metropolitana* (674 p.), déjà cités, compilés par Highmore, auteur d'études juridiques sur les legs et donations charitables et secrétaire (*secretary*) d'une importante *charity*, le London Laying-in Hospital, un établissement financé par souscription qui recevait des femmes

34. *New York Charities Directory*, NYCD, 1906, p. 12.
35. CCM, 12 fév. 1889, vol. 3, p. 95 ; COSNY, *14th Annual Report […] 1895-1896*, New York, Central Office, 896, p. 42.
36. CCM, 6 mars 1888, vol. 3, p. 26 ; 9 oct. 1888, vol. 3, p. 65 ; 12 fév. 1889, vol. 3, p. 95 ; 11 mars 1890, vol. 3, p. 5 ; 10 fév. 1891, vol. 3, p. 2 ; 7 janv. 1892, vol. 3, p. 95 ; 11 déc. 1895, vol. 4 ; 8 avr. 1896, vol. 4 ; 7 juil. 1900, vol. 5 ; 7 avr. 1901, vol. 5.
37. Pour reprendre l'expression de Jean-Claude Perrot, *L'Âge d'or de la statistique régionale française, an IV-1804*, Société des études robespierristes, 1977, p. 215.

en couches, qui devaient être mariées. Un autre répertoire de ce type fut publié à New York en 1872 par John F. Richmond sous le titre : *New York and its Institutions, 1609-1871*. Ce gros ouvrage (608 p., in-8), édité par E. B. Treat, comprend un aspect historique qui le classe nettement du côté de l'érudition en même temps que de l'utilité pratique. Certaines « histoires de la charité » publiées à Paris à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe présentaient des caractéristiques analogues, comme celle de Léon Lallemand, un disciple de la *Réforme sociale* de F. Le Play qui était aussi un « organisateur de la charité » aux côtés de Lefébure [38]. Relève aussi de ce genre érudit l'étude à la fois historique et contemporaine sur les *Institutions philanthropiques genevoises* que publia en 1888 Eugène Mittendorf, un pasteur très impliqué dans les œuvres de bienfaisance. Ce gros livre (323 p., in-8) visait à en raconter l'histoire en même temps qu'à en décrire l'état actuel sous la forme d'un répertoire. Il était aussi une prise de position : « L'État n'est pas qualifié pour exercer l'influence morale et religieuse. [39]»

Ces recensements savants étaient des publications longuement élaborées, qui n'avaient pas vocation à être ensuite mises à jour. Les inventaires statistiques et historiques qu'ils proposaient résultaient généralement d'une compilation de documents divers – des rapports d'organismes officiels, la presse, les rapports (annuels) émanant des sociétés elles-mêmes. Au contraire des répertoires charitables proprement dits, ils n'impliquaient donc pas nécessairement une enquête directe auprès des œuvres recensées. Les bibliothèques étant les principales sources de documentation, le compilateur n'avait pas besoin d'appartenir au monde qu'il entendait décrire, ni surtout d'argumenter le bien-fondé de son entreprise auprès de ceux qui en étaient l'objet pour les convaincre d'y collaborer [40].

Il n'est pas surprenant que la plupart des répertoires concernaient une ville et sa région, plutôt que le pays tout entier. La préface de l'*Annuaire philanthropique genevois* de 1903 en donne la raison, toute pratique : « Nous aurions pu sans doute étendre la liste des établissements philanthropiques hors du Canton, toutefois nous avons choisi ceux qui, par leurs rapports plus

38. Léon Lallemand, *Histoire de la charité*, vol. 4, *Les Temps modernes (du XVIe au XIXe siècles)*, Alphonse Picard et fils, 1910 ; L. Lallemand, *L'Office central des institutions charitables*, bureau de l'Office central des œuvres charitables, 1891.
39. Eugène Mittendorf, *Les Institutions philanthropiques genevoises. Leur origine, leur développement et leur état actuel*, Genève, Ch. Schuchardt, 1888, p. 312.
40. Éditeurs et érudits avaient cependant, nous l'avons vu, une implication personnelle dans le monde des œuvres et, plus largement, une affinité sociale avec le monde charitable puisque toute famille aisée ou lettrée était appelée un jour ou l'autre à contribuer à une œuvre.

fréquents avec notre public bienfaisant, l'intéressent davantage.[41]» Certaines publications adoptaient néanmoins une autre échelle de description. Le *Manuel des œuvres* mentionnait de nombreuses œuvres de province, généralement dépendant de congrégations catholiques, et *La France charitable et prévoyante*, première publication de l'OCOB, mais sans lendemain, couvrait tous les départements français. Dans les deux cas, on peut douter que le recensement des œuvres provinciales ait été aussi complet que celui des parisiennes. La COS de Londres mit en place un comité pour établir et publier une liste des sociétés de province avec lesquelles elle était en correspondance, mais ce très mince (56 p.) *Register of Charity Organisation and Relief Societies in correspondance with the London COS* ne fut publié qu'en 1892-1894.

En Suisse, en dépit d'une structure fédéraliste qui donnait un rôle très important aux réseaux charitables locaux[42], trois initiatives aboutirent à des répertoires pour la Confédération helvétique tout entière. La première eut pour origine une enquête sur « les Assistances officielles et volontaires » entreprise en 1890 par la Société suisse de statistique. Sept ans plus tard, les résultats furent jugés insatisfaisants et la Société demanda au Conseil fédéral de confier l'étude de l'assistance officielle au Bureau fédéral de statistique en même temps qu'elle chargeait la SSUP de reprendre celle de l'assistance volontaire[43]. C'est ainsi que le pasteur Wilhelm Niedermann réalisa un nouveau recensement des institutions et sociétés pour l'éducation et l'assistance des pauvres (*für Armenerziehung und Armenversorgung*), dont il résulta un gros volume (389 p., in-8) qui parut en 1896. Le second projet se situait dans le cadre de la « Bibliographie nationale suisse », entreprise savante d'initiative privée soutenue par les autorités fédérales, qui donna lieu à un travail érudit réalisé par les frères Anderegg. Tous deux fonctionnaires du Bureau fédéral de statistique, ils travaillèrent à cette « œuvre », expliquèrent-ils, en tant que « particuliers » pendant leurs heures de loisir et l'ouvrage leur coûta quinze ans de travail[44]. Le résultat est une somme qui est, en même temps qu'un répertoire des œuvres, un traité de législation et une description

41. F. Lombard, *L'Annuaire philanthropique genevois*, Genève, W. Kündig & fils, 1903 [5e éd. augmentée] (ci-après APG, 1903), p. VI.
42. Voir Thomas David et Janick Marina Schaufelbuehl, « Swiss Conservatives and the Struggle for the Abolition of Slavery at the End of the Nineteenth Century », *Itinerario*, vol. 34, no 2, 2010, p. 87-103.
43. Albert Wild, *Veranstaltugen und Vereine für soziale Fürsorge in der Schweiz […], II. vermehrte und umgearbeittete Auflage des Buches von Pfr. W. Neidermann […]*, Zürich, Druck und Kommissions-Verlag von Gebr. Leemann and Co, 1910, p. 1-2.
44. Ernest Anderegg et Hans Anderegg, *Bibliographie nationale suisse* […], fascicule V10f, Assistance et bienfaisance […], Berne, K. J. Wyss, 5e cahier, 1912, p. V-VI.

complète du cadre institutionnel. Enfin, une dizaine d'années après la publication du répertoire national de Niedermann, la SSUP commanda au pasteur Albert Wild une mise à jour amplifiée. L'enquête eut lieu en 1908-1909 et ses résultats parurent en 1910 (614 p., in-8) – en concurrence avec ceux des frères Anderegg dont la publication commençait enfin. Le répertoire de Wild s'imposa rapidement comme une référence pour les personnels de l'assistance et rendit sans doute obsolètes les répertoires locaux qui l'avaient précédé, parmi lesquels celui de Lombard pour Genève[45].

Les hommes et femmes charitables soulignaient souvent l'importance de leurs convictions religieuses dans leur activité auprès des pauvres et un très grand nombre d'œuvres avaient une inscription confessionnelle explicite. Les répertoires, en revanche, se voulaient « neutres » (comme on disait à Paris) ou *undenominational* (comme on disait à New York) et ils recensaient aussi bien les œuvres liées à la confession majoritaire – qui était aussi celle des compilateurs – qu'aux confessions minoritaires. Ce souci d'exhaustivité n'était pas incompatible avec une prise de parti confessionnelle plus ou moins affirmée : le *Manuel des œuvres*, dont les auteurs affirmaient bien haut leur catholicisme intransigeant, avait un chapitre séparé pour les « cultes dissidents » (protestant et israélite) et l'*Annuaire philanthropique genevois* donnait en annexe les domiciles et heures de réception des pasteurs et non ceux des curés, tout en recensant aussi les œuvres catholiques. L'empreinte de la confession majoritaire n'est pas perceptible, en revanche, dans les répertoires des COS de Londres et de New York ou dans celui de l'OCOB.

Il est intéressant de relever que les confessions minoritaires n'ont pas adopté la forme « répertoire » pour faire connaître leurs activités charitables[46]. Cela tenait sans doute à ce qu'à l'échelle d'une ville, tous les notables d'un même culte se connaissaient : la publication de listes n'était nécessaire ni pour signaler les bienfaiteurs potentiels, ni pour diriger les donations, ni pour établir les réputations. Il est possible aussi que, parfois, la situation difficile d'une minorité religieuse l'invitât à une certaine prudence. C'était le cas à Genève où les autorités avaient déclenché à partir de 1871 une sorte de *Kulturkampf* contre l'Église romaine et organisé en 1873 une Église catholique nationale avec une partie des fidèles. C'était aussi le cas à Paris où l'antisémitisme devint un trait majeur de la vie publique dans les années 1880

45. Il y avait aussi des répertoires locaux pour Bâle-canton et Bâle-ville (1905 et 1906) et pour Berne-canton (1905) notamment (A. Wild, *op. cit.*, p. VII).

46. Pour des références d'almanachs et *directories* des institutions de différentes confessions, voir S. Baciocchi *et al.*, art. cit., p. 43-44, notes 51-56.

et, avec la condamnation du capitaine Dreyfus, un moyen d'action politique de l'état-major et des milieux nationalistes. Point n'est besoin, dans de telles circonstances, d'exhiber dans un répertoire sa puissance – ou sa faiblesse.

Enfin, le répertoire n'était pas le seul genre par lequel les mondes charitables se trouvaient décrits au XIXe siècle : une très abondante littérature s'employait à faire connaître les œuvres, leur action, leurs bienfaits. La bibliographie dans les quatre villes envisagées ici est immense, mentionnons simplement les principales formes rencontrées[47]. Le « manuel d'assistance », ouvrage plutôt mince et de petit format, exposait la législation et l'organisation administrative, souvent en outre l'action des sociétés charitables, parfois doctrine et conseils l'emportant de beaucoup sur les « renseignements ». Certains de ces ouvrages, plus ambitieux, se présentaient comme une « statistique » qui visait à donner des œuvres une image complète à l'échelle d'une ville, avec des exposés doctrinaux et pratiques, une classification d'ensemble et des listes détaillées. Les publications narrant l'histoire d'une congrégation religieuse catholique étaient innombrables, mais il y avait aussi des monographies portant sur une œuvre de bienfaisance spécifique, apologétique souvent, ou affichant une objectivité toute scientifique, comme dans les brèves études que publiaient de loin en loin les *Annales de la charité*. Plus nombreux étaient les ouvrages qui donnaient un tableau d'ensemble des bienfaits de la charité à Paris en décrivant de façon détaillée un certain nombre d'œuvres – une ou plusieurs dizaines, selon l'ampleur du volume. Leurs auteurs étaient des ecclésiastiques, des dames d'œuvres catholiques, mais aussi des publicistes éclectiques qui présentaient leur enquête comme un récit de voyage dans un Paris inconnu.

Les répertoires charitables comme mode d'action

Les répertoires qui émanaient du monde charitable répondaient à des intentions pratiques affichées. Comme nous n'avons presque aucun moyen de connaître les publics effectifs de ces ouvrages, ni les modalités de leur usage, ni leur impact réel, il faudra nous en tenir ici aux intentions proclamées par ceux qui les publiaient. Les répertoires devaient fournir à ceux qui voulaient donner aux œuvres un moyen de le faire à bon escient, à ceux qui

47. Pour quelques exemples de ces différents genres dans le cas parisien, voir *ibid.*, p. 44-45, notes 58-66.

s'intéressaient à des malheureux de les orienter comme il convenait, enfin, était-il ajouté par souci de symétrie, d'indiquer à ces derniers à quelle porte frapper. Le public principalement visé était toutefois la multitude des bénévoles de la charité, aussi bien que ses premiers professionnels salariés. Les visiteurs des pauvres, *almoners*, *friendly visitors* devaient trouver dans le répertoire la description des œuvres vers lesquelles ils pouvaient orienter les « cas » et, en même temps, le moyen de classifier ceux-ci valablement [48].

Les répertoires répondaient aussi à des objectifs plus globaux. Les « organisateurs de la charité » entendaient, de cette façon, représenter le monde charitable, au double sens d'en produire une représentation informée et scientifique, et de s'en constituer comme les représentants autorisés – ce qui, compte tenu du caractère proliférant et concurrentiel des initiatives charitables, n'était pas une mince affaire. Ils entendaient, en outre, agir sur le monde charitable qu'ils décrivaient, en vue d'en coordonner les initiatives et d'en réformer les pratiques dans le sens d'une rationalisation scientifique. Ces divers objectifs furent sans doute très inégalement couronnés de succès.

Les « auteurs » : individus et institutions

Qui étaient les « auteurs » des répertoires charitables ? Si on laisse de côté les œuvres individuelles d'érudition pour centrer le propos sur les répertoires issus du monde charitable lui-même, le terme « auteur » est sans doute peu approprié. Un ouvrage portant sur un ou deux milliers d'œuvres, couvrant plusieurs centaines de pages et faisant l'objet d'une mise à jour régulière, voire annuelle, ne peut être le travail d'un seul. Les noms associés à ces produits sont donc plutôt ceux de signataires de préfaces ou exposés introductifs que d'auteurs à proprement parler. La compilation elle-même demandait beaucoup de soin, de temps et de dévouement, vertus modestes et peu prisées parmi les aristocrates ou grands bourgeois qui patronnaient les sociétés d'organisation de la charité : l'un d'entre eux, le comte d'Haussonville, saluait ce « travail de bénédictin » et disait savoir « un gré infini à ces patients travailleurs qui viennent ainsi en aide à [sa] paresse [49]». Le plus souvent, les répertoires qui nous intéressent ici étaient le produit d'une institution : les Charity Organisation Societies de Londres et de New York étaient

48. MDO, 1842, p. VII ; *Annuaire philanthropique genevois* […], Genève, librairie Desrogis, 1875 (APG, 1875), p. 2 ; COSNY, *1st Annual Report […] 1883*, New York, Central Office, 1883, p. III ; COS London, *22nd Annual Report for 1890*, London, The Society, 1890, p. III ; L. Lefébure, *L'Organisation de la charité privée…*, *op. cit.*, p. 242.

49. Haussonville, art. cit., p. VII et I.

des œuvres auxquelles collaboraient plusieurs centaines de bénévoles et, en outre, un personnel rémunéré important ; la Société genevoise d'utilité publique était, elle aussi, une puissante institution ; l'Office central des œuvres de bienfaisance était sans doute la moins dotée des œuvres d'organisation de la charité, mais disposait au moins d'un administrateur salarié. L'enquête directe auprès des œuvres demandait une activité et un dévouement considérables de la part d'un personnel suffisamment nombreux – jeunes gens fortunés, dames d'œuvres ou messieurs retirés assistés au moins d'un secrétaire salarié –, jusqu'à ce que l'habitude fût prise par les œuvres de communiquer régulièrement leurs documents internes à un service qui prenait alors le caractère d'une bibliothèque spécialisée gérée par des professionnels : c'est ainsi qu'à la COS de New York, le répertoire passa en 1910 de la responsabilité d'un Publication Committee composé de notables à celle d'un Bureau of Advice and Information qui avait pour tâche de tenir à jour un fichier des œuvres et de collecter leurs rapports et publications [50].

Trajectoires d'« auteurs »

Deux types d'« auteurs » de répertoires peuvent être distingués – sur le modèle du couple « patron » et « secrétaire » qui a été proposé comme structurant les mondes réformateurs de la fin du XIXe siècle [51]. Du côté des « patrons », notables fortunés issus des classes supérieures qui accordaient aux entreprises réformatrices la protection de leur nom et des ressources de toute sorte, on peut classer sans risque d'erreur trois personnages : le vicomte Armand de Melun (1807-1877), propriétaire foncier de vieille noblesse picarde, Frank Lombard (1837-1925), issu d'une famille qui fut à l'origine d'une des principales banques privées de Genève, et Samuel Macauley Jackson (1851-1912), un ministre presbytérien qui n'était pas un notable du nom ou de la fortune, mais du savoir et des entreprises éditoriales : *chairman* du Committee on Publication de la COS de New York, il présida à ce titre aux destinées du *New York Charities Directory* pendant un quart de siècle.

C'est toutefois surtout du côté des « secrétaires » que l'on trouve les compilateurs de répertoires. Ces entrepreneurs en réforme dotés de peu de ressources, sinon leurs compétences d'organisateur et leur inlassable dévouement au service de la cause, travaillaient à rationaliser les pratiques charitables et à rallier

50. *Charity Organization Society of the City of New York, 1882-1908, 26th Annual Report […] 1908*, New York, United Charities Building, 1908.
51. Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La Nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, éd. de l'EHESS, 1999, p. 397-417.

les patronages dont avaient besoin les institutions dont ils avaient la charge. La publication des répertoires s'inscrivait dans cette action d'ensemble. Un prototype de la figure du secrétaire est Charles Stewart Loch (1849-1923). Fils d'un modeste fonctionnaire de l'Indian Civil Service, Loch commença des études à Oxford (Balliol College), puis prit quelques petits emplois tout en se faisant activiste de la charité dans un comité local de la COS. À l'âge de 26 ans, il remplaça son ami et condisciple de Bailliol, Bernard Bosanquet, au poste de secrétaire (*secretary*) de la COS, qu'il occupa jusqu'à sa retraite. À partir de 1890 environ, Loch s'imposa comme le porte-parole de la charité scientifique par une série de publications remarquées et des interventions fréquentes dans la presse. Son dévouement devenu compétence lui ouvrit la voie des honneurs : commissions royales, *council* de la Royal Statistical Society, poste de professeur à King's College London et, pour couronner le tout, le titre de chevalier au moment de sa retraite. Léon Lefébure (1838-1911) – qui fut secrétaire de l'Office central des institutions charitables de sa fondation, en 1890, jusqu'à sa mort – et Emily Dinwiddie (1879-1949) – qui fut recrutée en 1901, à l'âge de 22 ans comme visiteuse (*visitor*) de la COS, avant de rapidement devenir *acting agent* de la Société, puis se voir confier la charge de faire paraître l'édition de 1903 du *Charities Directory* avec pour consigne de refondre entièrement la nomenclature selon « un plan plus scientifique [52]» – sont également représentatifs de cette figure du secrétaire.

Les carrières biographiques de ces compilateurs de répertoires charitables, qu'ils soient patrons ou secrétaires, avaient un air de famille. Tous se signalaient par une étroite adhésion à la confession dominante de leur pays ou de leur ville : Melun était devenu un membre en vue du parti catholique et Lefébure était regardé comme un catholique fervent bien que rallié, Loch avait hésité à devenir pasteur dans l'Église d'Angleterre, Lombard était très actif au sein de la communauté protestante de la ville de Calvin – un de ses fils devint même pasteur –, Johnson était ministre presbytérien et Dinwiddie fille de ministre presbytérien – le culte qui partageait avec l'épiscopalien les faveurs du patriciat de la côte est.

La dimension familiale de ces carrières charitables est importante. La plupart de nos compilateurs étaient dans une situation de célibat : Dinwiddie ne se maria jamais, Melun le fit à l'âge de 50 ans après avoir accompli l'essentiel de sa carrière d'« homme charitable » et les débuts de l'activisme de Lefébure dans la bienfaisance coïncidèrent avec son veuvage à l'âge de

52. COSNY, *20th Annual Report […] 1901-1902*, New York, Central Office, 1902, p. 90.

38 ans. En outre, chez certains, la charité ou l'action sociale était une vocation familiale : Loch, par son mariage avec Sophia Emma Peters, était entré dans une famille de philanthropes – son beau-père Edward Peters était un membre éminent de la COS et son beau-frère F. H. Peters, avec lequel il fut étudiant à Baillol, secrétaire d'Octavia Hill –, les frères de Dinwiddie étaient des hommes d'œuvres, celui de Melun appuyait à l'Assemblée son action législative. Les Lombard étaient un parfait exemple de l'investissement familial des grands lignages protestants dans les œuvres [53] : les grand-père, père et frères de Frank sont présentés par l'hagiographe de la famille comme des chrétiens philanthropes, son oncle Alexandre avait délaissé les affaires pour s'occuper de la sauvegarde du dimanche férié, sa femme était active dans plusieurs sociétés philanthropiques genevoises [54].

Un troisième point commun aux compilateurs a trait à leur carrière d'auteur [55]. Les répertoires étaient loin d'être leur unique production : il s'agissait de gens qui publiaient, parfois beaucoup. Tous étaient des auteurs abondants en matière de charité, d'assistance, de réforme. Melun avait créé les *Annales de la charité* et ses activités engendraient de multiples articles et brochures au fil de ses interventions à l'Assemblée nationale législative, à la Société d'économie charitable et dans les diverses œuvres dont il s'occupait. Loch écrivait régulièrement dans *Charity Organisation Review* et des brochures reprenaient les plus importants de ses articles. Il intervenait en outre dans la presse quotidienne (*Times*) et dans les magazines politiques ou littéraires (*Nineteenth Century*) pour faire connaître la doctrine de la COS et combattre les politiques qui en transgressaient les principes. Les publications de Lefébure, après son entrée en réforme, portèrent exclusivement sur des sujets afférents à ses nouveaux investissements et reprenaient pour l'essentiel des discours ou textes liés à son activité de secrétaire de l'OCOB. Dinwiddie avait pour spécialité la question du logement et l'éducation des locataires : en même temps qu'elle travaillait au répertoire de la COS, elle publia un manuel sur l'entretien du logement à destination des locataires et des travailleurs sociaux (1903) et les résultats d'une enquête sur les conditions de logement à Philadelphie (1904). Par la suite, elle

53. Françoise Battagliola, « Philanthropes et féministes dans le monde réformateur (1890-1910) », *Travail, genre et sociétés*, 22, 2009, p. 135-154.
54. Hagiographe : Corinne Chaponnière-Meyer (dir.), *Nos deux cents premières années*, Genève, Lombard Odier & Cie, 1998, p. 96 et 106 ; oncle : Pierre-Yves Kirschleger, « L'Internationale protestante d'Alexandre Lombard, dit Lombard-Dimanche », *Histoire, économie et société*, 3, 2009, p. 55-69 ; épouse : *Journal de Genève*, 14 fév. 1907 et 8 sept. 1908.
55. Voir les publications des principaux compilateurs à l'annexe 1-1.

continua à écrire sur ces mêmes thèmes, notamment dans la revue de la COS, et elle intervint à la première National Conference on Housing (1911).

Certaines de leurs publications acquirent le statut de textes doctrinaux. Melun publia de brèves études d'économie charitable (1847, 1849, 1852) dont certaines marquèrent l'époque et Lefébure de longs exposés sur l'organisation de la charité (1890, 1900) sans doute plus rapidement oubliés. Loch, au retour du Congrès d'assistance de 1889 à Paris, fit imprimer son rapport sous forme d'un petit livre intitulé *Charity Organisation*, qui devint une référence obligée et, un peu plus tard, il se vit confier l'article « Charity and Charities » pour la dixième édition de l'*Encyclopaedia Britannica*. Certains répertoires avaient eux-mêmes un aspect didactique marqué : Loch insérait dans chaque édition de celui de la COS de Londres un véritable manuel de charité scientifique ; Jackson, dans sa préface au répertoire de la COS de New York, introduisit à partir de 1903 un rappel des principes de la Société, suivi d'un exposé de son histoire ; Lefébure en faisait autant, quoique de façon plus brève, dans sa préface à *Paris charitable*.

Loch et Dinwiddie furent donc des publicistes prolixes, mais ils se bornaient strictement à leur domaine de spécialité professionnelle. Il en était autrement des « patrons », auteurs ou promoteurs de répertoire de statut social plus élevé [56]. Melun s'exprimait parfois sur le terrain politique – ainsi sur « la question romaine » (1860) au moment où Napoléon III décida de soutenir le pape contre le jeune royaume d'Italie – mais il était aussi engagé dans des travaux d'écriture caractéristiques du loisir aristocratique : des études d'histoire locale associées à celle de sa famille (1848, 1853, 1857, 1860) et des biographies édifiantes (1855, 1857, 1869). Lombard était un polygraphe notoire, dont les écrits touchaient aux différents registres habituels aux lettrés de la haute société : amateur d'alpinisme comme nombre de grands bourgeois du temps, membre du Club alpin suisse, il décrivait ses ascensions et les montagnes qui en étaient le cadre (1868, 1884, 1886, 1891, 1919) ; fils d'une famille de banquiers, il publiait ses opinions sur les finances publiques (1878, 1880, 1884), contre la banque d'État (1896) et pour le libre-échange (1902) ; réformateur généraliste, il s'exprimait sur l'immoralité du commerce de l'opium

56. Lefébure, bien qu'ayant nettement le profil du « secrétaire », publia des contes poétiques (1860), des écrits sur l'Église primitive et médiévale (1862, 1863) et l'économie rurale de l'Alsace médiévale et contemporaine (1866, 1869), ou encore un livre remarqué sur l'Allemagne nouvelle par lequel il participait au grand débat sur les raisons de la défaite (1872). Il s'orienta ensuite vers les questions sociales (1868, 1875) et pénitentiaires (1878, 1880). Toutes ces publications lui permirent d'être élu sur le tard membre de l'Académie des sciences morales et politiques (1903), mais ses productions se spécialisèrent avec son entrée en charité.

(1879), des maisons de jeu (1884-1890, 1899-1910, 1900-1904, 1910), de la « littérature vicieuse » (1892, 1907) et sur la réglementation du travail (1892). Jackson, spécialiste érudit du réformateur de la Suisse alémanique, Zwingli (1901, 1912), publia des encyclopédies religieuses (1888, 1908-1914), des dictionnaires (1889-1890, 1892, 1898), des répertoires de personnalités religieuses (1891, 1894) et une monumentale histoire des églises américaines en 13 volumes (1893-1897), entreprises qui le plaçaient au centre de réseaux qui comprenaient des dizaines de collaborateurs.

« Organiser la bienfaisance » : circulation d'un modèle et circulation des répertoires

Outre ces similarités biographiques, les compilateurs des répertoires charitables se rencontraient encore sur un point essentiel : ils prenaient modèle les uns sur les autres. Ceux de New York observaient ceux de Londres : « 4 000 exemplaires, dans le même style que le livre anglais *Low's Handbook of London Charities* (400 pages comme celles de notre dernière édition correspondraient à 350 pages anglaises) coûteraient 1 000 dollars » notait pragmatiquement Samuel M. Jackson en 1891 [57]. Loch, qui avait très sévèrement critiqué l'édition de 1888 du *New York Charities Directory*, se félicitait de sa bonne influence sur la suivante : « Nous avons remarqué la troisième édition de ce livre en mai 1889, et nous en avons parlé dans des termes peut-être un peu trop sévères. Les *editors*, cependant, ont pris nos critiques du bon côté, et nous avons maintenant le plaisir d'accueillir une nouvelle édition, pour laquelle nous n'avons que des éloges. Elle suit les orientations de notre *Charities Register*, mais ce n'est pas une simple imitation, et nous admettrons volontiers qu'elle apporte à certains égards des améliorations par rapport à notre travail. [58]» Ceux de Paris prenaient modèle sur New York et Londres. « On choisit, comme type de manuel, le *New York charitable*, format écu, facile à manier », précisait Eugène Plantet, président de la commission des enquêtes de l'OCOB, qui souhaitait publier à courts intervalles des éditions mises à jour « comme cela se pratique, d'ailleurs, par les soins des offices centraux de Londres et New York [59]».

Cette attention constante à ce qui se faisait ailleurs n'est pas surprenante. L'« organisation de la bienfaisance », comme on disait à Paris ou « *charity*

57. *Samuel M. Jackson to an unknown Correspondent*, s. d. [1891], CSS Archives, Box 115.
58. Critique : Charles Stewart Loch, « New York Charities Directory (Comments by a Rival Index Maker) », *Charity Organisation Review*, 5-53, mai 1889, p. 226-227 ; louanges : C. S. Loch, « New York Charities Directory », *Charity Organisation Review*, 7-76, avr. 1891, p. 180.
59. E. Plantet, art. cit., p. XVIII, XIV.

organisation », comme on disait à Londres, était en effet un slogan ou un modèle d'action qui circulait intensément à travers les frontières et qui, dans les deux dernières décennies du XIXe siècle, constituait le cadre dans lequel désormais les répertoires charitables prenaient sens. L'exhortation à de meilleures méthodes pour faire le bien avait parcouru tout le siècle, mais à la fin de celui-ci, elle fut placée, internationalement, sous la bannière de la « charité scientifique ».

La Charity Organisation Society (COS) de Londres a été copieusement mise en scène comme la pionnière de ce mouvement [60], mais il convient de noter que l'engouement pour le modèle londonien n'était pas général. D'autres « pionniers » étaient parfois évoqués dans le récit des origines : le « système d'Elberfeld », par exemple, en France ou en Suisse, ou encore, aux États-Unis, le « Germantown experiment [61]». Les municipalistes de l'assistance publique parisienne affirmaient qu'ils faisaient depuis longtemps ce dont on attribuait le mérite aux Anglais, tandis que « des explications sur le Bureau central de bienfaisance [de Genève], qu'a copié la Société de Londres » étaient données par le président de la société helvétique [62]. Quant aux catholiques, ils n'étaient pas très enclins à situer leur inspiration en terre protestante, mais plutôt dans l'histoire de la charité d'Ancien Régime : la figure de saint Vincent de Paul, canonisé au début du XVIIIe siècle, était constamment invoquée.

C'est toutefois effectivement à Londres que la plupart des réformateurs de la charité qui entrent dans le champ de notre enquête allèrent chercher arguments et méthodes. La COS londonienne fut fondée en 1869 par des dirigeants d'œuvres soucieux de créer un dispositif commun pour réaliser des enquêtes préalables à l'attribution de secours [63]. Très rapidement, la COS organisa des *district committees* chargés de cette tâche, chacun pour un territoire limité qui correspondait autant que possible aux circonscriptions

60. Helen Bosanquet, *Social Work in London, 1869 to 1912: A History of the Charity Organisation Society*, London, John Murray, 1914 ; Charles Loch Mowat, *The Charity Organisation Society, 1869-1913: Its Ideas and Work*, London, Methuen, 1961. Pour un point de vue moins apologétique : Robert Humphreys, *Scientific Charity in Victorian London. Claims and Achievements of the Charity Organisation Society, 1869-1890*, London, London School of Economics & Political Science, Economic History working papers, 14/93, 1993.

61. Eberfeld en France : Le Roy in *Congrès international d'assistance, tenu du 28 juil. au 4 août 1889*, G. Rongier et Cie, 1889, p. 506 ; en Suisse : A. Wild, « Das Elberfelder Armenpflegesystem », *Der Armenpfleger*, vol. 1, 1904, p. 41-67 ; Germantown : Frank Dekker Watson, *The Charity Organization Movement in the United States: A Study in American Philanthropy*, New York, Macmillan, p. 175-177.

62. Paris : Peyron in *Congrès international d'assistance […] 1889*, *op. cit.*, p. 506 ; Genève : *IIe Congrès international d'assistance et IIe Congrès international de la protection de l'enfance. Genève, 14-19 sept. 1896*, vol. 2, *Procès-verbaux et résolutions*, Genève, impr. Wyss et Duchène, 1897, p. 158.

63. Charles B. P. Bosanquet, *London: Some Account of its Growth, Charitable Agencies and Wants*, London, Hatchard, 1868.

de l'Assistance publique. La bataille commença bientôt pour que celle-ci revienne aux principes de la New Poor Law de 1834, s'abstienne de distribuer des secours à domicile et renvoie vers la charité privée tous les demandeurs qui ne pouvaient être traités par l'enfermement dans la *workhouse* du district. La COS combattait en outre vigoureusement les distributions de secours que les autorités locales mettaient en place lors des crises de chômage (1886), les initiatives de la Salvation Army (1889), les projets de pensions de vieillesse (1894). En 1882, après une douzaine d'années d'existence, la COS commença à publier son *Charities Register and Digest*.

Le rayonnement de la COS de Londres ne tarda pas à déborder les frontières du royaume. Aux États-Unis, le mouvement connut rapidement un essor considérable. En 1877, à Buffalo, la première COS américaine portant ce nom fut fondée par S. Humphreys Gurteen, un *clergyman* épiscopalien récemment arrivé d'Angleterre et familier avec la société de Londres. Des organisations semblables furent ensuite créées dans une dizaine de villes puis, en 1882, à New York, celle qui devint vite la plus influente de toutes[64]. La COS de New York s'organisa, elle aussi, en *district committees* qui couvrirent bientôt l'ensemble du territoire municipal et commença immédiatement à recenser les œuvres et à publier son *New York Charities Directory*. Sous l'impulsion de Josephine Shaw Lowell, elle se lança dans une bataille politique acharnée contre les secours à domicile distribués par la municipalité – bataille qu'elle gagna lorsque le *outdoor relief* fut interdit par la nouvelle charte municipale qui créa le Greater New York en 1897. C'est aussi la COS qui prit l'initiative de créer une School of Philanthropy destinée à former les bénévoles ou les professionnels du *social work*, sous la forme d'une école d'été en 1898, puis d'un cursus complet à Columbia University en 1904.

En Europe continentale aussi, la COS de Londres fournissait un modèle d'action, un langage et une légitimation à certains des courants réformateurs qui cherchaient à redéfinir les pratiques de la bienfaisance privée et de l'assistance publique, la répartition de leurs tâches et les formes de leur coopération. Genève et Londres partagent une longue histoire d'étroites relations, au point qu'on a pu qualifier la Suisse romande aux XVIIIe et XIXe siècles de « jardin d'acclimatation francophone des idées et des tendances anglo-saxonnes[65]». Dans le domaine de la philanthropie, ces liens étaient nombreux.

64. C. L. Mowat, *op. cit.*, p. 93-95.
65. Daniel Maggetti, « Histoire de la Bibliothèque universelle » *in* Yves Bridel et Roger Francillon (dir.), *La « Bibliothèque universelle » (1815-1924). Miroir de la sensibilité romande au XIXe siècle*, Lausanne, Payot, 1998,

Ainsi en 1862, Gustave Moynier, l'un des compilateurs du premier *Annuaire philanthropique genevois*, présenta à la Commission centrale de la Société genevoise d'utilité publique un rapport sur le Congrès international de bienfaisance qui s'était tenu la même année à Londres et auquel il avait participé, en même temps qu'à la conférence annuelle de la National Association for the Promotion of Social Science avec laquelle le congrès avait été couplé. Moynier avait alors assisté à de nombreuses conférences sur les pratiques philanthropiques à Londres et rencontra de grandes figures de la bienfaisance britannique comme Florence Nightingale ou Anthony Ashley-Cooper, comte de Shaftesbury [66]. Entre Londres et Genève, l'information passait aussi par la circulation des écrits. Ainsi, la Société genevoise d'utilité publique disposait d'une importante bibliothèque spécifiquement consacrée à la bienfaisance, pour laquelle Gustave Moynier rapporta de Londres un « assez grand nombre d'imprimés [67]». La bibliothèque publique et universitaire de Genève dispose par ailleurs d'un exemplaire du *Charities Register and Digest* de 1882. Ces indices sont ténus, ils n'en montrent pas moins que les philanthropes genevois, en particulier les deux principaux rédacteurs de l'*Annuaire philanthropique genevois*, se tenaient informés des pratiques charitables à Londres et connaissaient les activités de la COS de Charles Loch.

En France, le Congrès international d'assistance qui se tint en 1889 dans le cadre de l'Exposition universelle de Paris fut l'occasion de proclamer « l'organisation méthodique de la bienfaisance » comme doctrine officielle du gouvernement, de l'administration de l'Assistance publique et des secteurs de la bienfaisance privée ralliés à la République. Le rapport sur la question fut un exposé enthousiaste de la doctrine et des réalisations des COS britanniques et américaines et la conclusion proposée au vote des congressistes une déclaration d'allégeance à « la supériorité, au point de vue social, moral et financier, des méthodes adoptées par les Charity organization [*sic*] societies d'Angleterre et d'Amérique dans la lutte contre le paupérisme [68]». Charles Loch était présent au congrès, ainsi que Nathaniel S. Rosenau, le secrétaire de la COS de Buffalo. L'un et l'autre présentèrent – en français – des exposés

p. 13. Un cas exemplaire : Marie-Emmanuelle Chessel, *Consommateurs engagés à la Belle Époque. La Ligue sociale d'acheteurs*, Presses de Sciences Po, 2012.

66. Gustave Moynier, « Le Congrès international de Londres (rapport lu à la Commission centrale le 19 juil. 1862) », *Bulletin de la Société genevoise d'utilité publique*, vol. 3, 1862, p. 169-179.

67. *Ibid.*, p. 178.

68. Rapport : L. Teissier du Cros, « De l'organisation méthodique de la bienfaisance » in *Congrès international d'assistance […] 1889*, vol. 1, *op. cit.*, p. 23-50 ; conclusion : *ibid.*, vol. 1, p. 131.

doctrinaux et pratiques complets qui avaient le statut exceptionnel de rapports officiels complémentaires[69]. Quelques mois plus tôt, Léon Lefébure avait exposé à la Société d'économie sociale son projet d'Office central des institutions charitables – qui fut créé formellement en 1892 – « en s'inspirant des exemples fournis par les œuvres anglaises et américaines[70]». Cette « Œuvre des œuvres, destinée à les servir toutes » mobilisait un noyau de notables catholiques, plus ou moins ralliés à la République, dans le but d'« organiser la bienfaisance » en constituant un répertoire central des œuvres et un autre des solliciteurs qui s'adressent à elles[71]. Quelques années plus tard, en 1896, deux jeunes auditeurs au Conseil d'État créèrent la Société charitable des visiteurs des pauvres – plus tard Société des visiteurs pour le relèvement des familles malheureuses –, œuvre où collaboraient catholiques ralliés, socialistes normaliens, fonctionnaires de l'Office du travail, notables de la philanthropie protestante et israélite : elle aussi avait épousé la doctrine de la charité scientifique[72]. En 1900, lorsqu'un Congrès international d'assistance et de bienfaisance fut à nouveau organisé à Paris, les notables catholiques, qui s'étaient tenus à l'écart jusque-là, y collaborèrent enfin malgré le contexte peu favorable d'une affaire Dreyfus qui battait son plein. Cette fois encore Loch fit un exposé doctrinal et c'est sous le signe de l'organisation scientifique de la bienfaisance que se scella le « concordat charitable » que le gouvernement appelait de ses vœux[73]. « Chaque œuvre a son dossier, chaque pauvre a sa fiche » affirma alors le très catholique Louis Rivière[74], de façon un peu présomptueuse sans doute pour ce qui est du fichier des pauvres.

69. C. S. Loch, « De l'organisation de l'assistance » in *Congrès international d'assistance […] 1889*, vol. 1, *op. cit.*, p. 51-110 ; Nathaniel S. Rosenau, « Charity Organization. Ses méthodes et ses théories » in *Congrès international d'assistance […] 1889*, vol. 1, *op. cit.*, p. 111-130.

70. Louis Rivière, « Du fonctionnement et de l'efficacité des secours à domicile. […] Rapport » in *Recueil des travaux du Congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée, tenu du 30 juil. au 5 août 1900*, vol. 1., secrétariat général du Congrès, 1900, p. 186.

71. Œuvre des œuvres : marquis de Vogüé *in* Office central des institutions charitables, *Annuaire, juil. 1890 (fondation), 1891-1892. Rapports et comptes rendus*, Office central des institutions charitables, 1892, p. 4 ; répertoires : L. Lefébure, *L'Organisation de la charité privée…*, *op. cit.*, p. 226.

72. Sandra Dab, « La philanthropie laïque, facteur d'intégration des juifs sous la IIIe République » *in* Colette Bec *et al.* (dir.), *Philanthropies et politiques sociales en Europe, XVIIIe-XXe siècles*, Anthropos, 1994, p. 105-112 ; S. Dab, « "Socialisme normalien" et philanthropie républicaine : le Groupe d'études socialistes et la Société des visiteurs (1900-1914) » *in* C. Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle…*, *op. cit.*, p. 219-238.

73. C. S. Loch, « Du fonctionnement et de l'efficacité des secours à domicile […] » in *Recueil des travaux du Congrès international d'assistance publique […] 1900*, vol. 1, *op. cit.*, p. 215-260 ; concordat : C. Topalov, « Langage de la réforme et déni du politique. Le débat entre assistance publique et bienfaisance privée, 1889-1903 », *Genèses*, n° 23, juin 1996, p. 30-52.

74. L. Rivière, *op. cit.*, p. 186.

Les répertoires comme action sur le monde charitable

Ainsi, dans les années 1890, alors que se manifestaient déjà en Angleterre les signes d'une contestation croissante de la doctrine de Loch, le modèle de la COS de Londres connut un moment fugitif de triomphe international. C'est par rapport aux tâches impliquées par ce modèle qu'il faut situer les répertoires des nouveaux organisateurs de la charité. Les sociétés engagées dans ce projet s'étaient en effet donné pour tâche de coordonner les initiatives charitables à l'échelle de la ville tout entière. Sur la couverture du *New York Charities Directory*, on pouvait lire ce slogan : « *United an army – Divided a mob.*[75]» L'argument était simple : il fallait s'unir pour faire face aux ruses des mauvais pauvres. Là où la coopération fait défaut, insistait la COS de New York, « l'imposteur et le fraudeur s'emparent de vos aumônes et les pauvres méritants souffrent de la faim et du froid[76]». Ou, comme s'en lamentait à Paris un notable catholique : « Nous savons tous qu'il y a des gens qui émargent au budget de toutes les œuvres, se font payer le loyer par M. de Rothschild, le pot-au-feu par le baron Schickler [notable protestant], le pain par le curé.[77]» Il convenait donc de promouvoir le principe de l'enquête préalable au secours et, autant que faire se peut, centraliser les résultats des enquêtes dans un fichier unique des demandeurs. Le premier pas vers cette coopération, c'était le recensement aussi exhaustif que possible des œuvres, recensement auquel les œuvres elles-mêmes devaient apporter leur concours, gage de leur disponibilité à entrer dans une coordination plus poussée.

Recenser les œuvres était déjà agir sur celles-ci : chaque réponse reçue pouvait être interprétée comme une reconnaissance de la légitimité de l'entreprise fédératrice, chaque demande de renseignement faite par un donateur potentiel une confirmation de son utilité. Remarquons que les répertoires charitables correspondaient à une forme encore largement pratiquée à l'époque : la prise en mains de la production statistique par ceux qui entendaient représenter la population qui en était l'objet. C'est ainsi que l'on peut comprendre par exemple les enquêtes des syndicats ouvriers sur le nombre des chômeurs ou les budgets familiaux[78].

---

75. « Unis, nous sommes une armée, divisés, une foule en désordre. »
76. COSNY, *5th Annual Report […] 1887*, New York, Central Office, 1887, p. 33.
77. Louis Paulian, « Nécessité d'un lien commun entre les diverses œuvres charitables publiques et privées » in *Recueil des travaux du Congrès international d'assistance publique […] 1900*, vol. 1, *op. cit.*, p. 288-296.
78. Chômeurs : C. Topalov, *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Albin Michel, 1994, p. 280-311 ; budgets : Maurice Halbwachs, *La Classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, F. Alcan, 1913.

On connaît mal les méthodes utilisées pour recueillir les informations nécessaires à la compilation : aucun de ces répertoires n'a laissé derrière lui les archives de l'enquête. Sans nul doute les rapports annuels que de nombreuses sociétés produisaient à destination de leurs membres et donateurs étaient mis à profit. Ainsi, la présence de guillemets dans certaines notices de *Paris charitable et prévoyant* signale des citations extraites de ces publications [79]. Mais si les compilateurs érudits pouvaient se borner à un travail de bibliothèque – comme les frères Anderegg qui, sur le modèle de la bibliographie nationale suisse, ont rempli leurs « fiches » en dépouillant des documents [80] – les organisateurs de la charité allaient autant que possible s'informer directement auprès des œuvres. Lombard, par exemple, précise que les articles de son répertoire résultent « des renseignements précis qu'ont bien voulu nous envoyer les représentants des institutions ou que nous avons extraits de leurs rapports [81]». On sait que, parfois, un questionnaire a été adressé aux œuvres, non sans difficulté dans certains cas. C'est le cas de Niedemann qui, après le questionnaire de la Société suisse de statistique, en envoya successivement deux autres [82]. On sait aussi que l'OCOB a réuni ses informations sur la province à l'aide d'un questionnaire arrêté par une commission des enquêtes présidée par le notable réformateur et statisticien Émile Cheysson. Ce questionnaire était administré avec le « concours de jeunes hommes qui ont l'ardeur de la charité » et qu'une brochure de Paul Festugière – maître de forges en Haute-Marne et constructeur de cités ouvrières – visait à mobiliser dans toute la France et informer de leurs tâches. L'enquête de 1912 reposait sur des questionnaires délivrés et remplis au siège des œuvres par les membres de la Commission des enquêtes qui rédigèrent ensuite les notices selon un plan convenu [83].

S'il était parfois demandé aux dirigeants des œuvres de rédiger eux-mêmes la notice les concernant, ils étaient toujours instamment priés d'aider à mettre leur notice à jour [84]. Lorsque les répertoires commencèrent à être publiés de

79. Par exemple, Office central des œuvres de bienfaisance, *Paris charitable et prévoyant. Tableau des œuvres et institutions du département de la Seine*, E. Plon, Nourrit et Cie, 1897 [2e éd. [*sic*]] (ci-après PCP, 1897), p. 241 ou 318, note 2.
80. E. Anderegg et H. Anderegg, *op. cit.*, 5e cahier, 1912, p. V-VI.
81. APG, 1903, p. VII.
82. A. Wild, *L'Assistance en Suisse*, vol. 2, *L'Assistance volontaire organisée en Suisse*, trad. P. Monnerat, Zurich, Art. Institut Orell Fussli, 1916, p. 2.
83. Ardeur : L. Lefébure, « Rapport… » in *Annuaire, juil. 1890 (fondation), 1891-1892. Rapports et comptes rendus, op. cit.*, p. 12 ; brochure : Paul Festugière, *La Charité en France. Un recensement général des œuvres charitables*, Office central des œuvres charitables, 1896 ; enquête 1912 : E. Plantet, art. cit., p. XIV-XV et XX.
84. Rédiger eux-mêmes : c'était le cas, à New York, des répertoires de H. J. Cammann et H. N. Camp (1868) et de W. H. Tolman et W. I. Hull (1894) ; mettre à jour : PCP, 1897, p. 1.

façon récurrente, voire annuelle, il arrivait qu'un fichier constamment alimenté remplaçât l'enquête périodique : il en était ainsi à la COS de New York. On peut enfin supposer que des renseignements manquants étaient copiés sur les répertoires concurrents lorsqu'il en existait de récents [85].

Les recenseurs dépendaient donc de la coopération des œuvres recensées et ils ne l'obtenaient pas toujours, comme en témoignent les fréquentes déplorations à ce sujet [86]. Dans les débuts au moins, les organisateurs de la charité devaient avant tout se faire reconnaître une légitimité par ceux qu'ils voulaient recenser : c'était la condition du succès final et, dans l'immédiat, du caractère raisonnablement exhaustif de la compilation. Le nombre d'œuvres recensées constitue un indicateur de la capacité de l'entreprise de recensement à atteindre son objectif : lorsqu'il y a une brusque augmentation d'une édition à l'autre, on peut faire l'hypothèse qu'auparavant, on était loin du compte. C'était le cas pour le répertoire de la COS de New York entre son lancement en 1883 et 1898, année où l'indicateur commence à plafonner ; et cela resta le cas pour celui de l'OCOB de ses débuts en 1897 à 1912. Il semble en être différemment pour la COS de Londres : dès la première édition du *Register and Digest*, une sorte de sommet fut atteint, si l'on en juge par le nombre de pages du répertoire ; il est vrai qu'en 1882 la société avait déjà treize ans d'âge et une solide autorité.

Nous avons donc, dans ce chapitre liminaire, considéré notre principale source comme un produit de l'action, c'est-à-dire comme un objet dont il fallait d'abord faire l'histoire pour mieux en saisir la dimension performative. Nous allons maintenant en tirer profit, dans quatre directions successivement.

Tout d'abord, les répertoires montrent ce qu'il convient d'entendre par « charité » : ils définissent l'extension des mondes que leurs compilateurs entendaient décrire, ils procèdent à l'annexion de pans entiers d'institutions sur lesquels les organisateurs de la charité proclamaient leur juridiction. Les répertoires nous informent ainsi sur ce que faisaient les œuvres considérées comme relevant de la charité, bienfaisance ou philanthropie (chap. 2).

85. C'est ce qu'avoue sans détour le *Petit dictionnaire des œuvres de solidarité sociale et de bienfaisance* (La Maison du pauvre, 1903), qui signale comme source *Paris charitable* et la *France charitable* (2e de couv.).

86. COSNY, *Classified and Descriptive Directory to the Charitable and Beneficient Societies and Institutions of the City of New York*, published for the Charity Organization Society of the City of New York, 1883, p. III ; C. S. Loch, « New York Charities Directory », art. cit., p. 181.

Ensuite, les répertoires sont des dispositifs qui organisent les mondes qu'ils recensent sur le plan symbolique et cognitif : la plupart ont pour table des matières une nomenclature des œuvres. Nés à l'âge des classements, ces tableaux des espèces sont intrigants car ils décrivent un monde oublié dans un langage que nous n'utilisons plus. Restituer les logiques sous-jacentes à ces classifications, mais aussi aux termes utilisés pour décrire l'activité des œuvres est une façon intéressante, bien que difficile, d'approcher le sens qu'avaient ces descriptions pour ceux qui les ont façonnées et utilisées (chap. 3 et 4). Les répertoires nous livrent aussi de longues listes d'œuvres et des listes de noms associés à chacune d'elles : ils vont nous permettre d'étudier la morphologie institutionnelle des mondes charitables et les réseaux sociaux qui les organisaient (chap. 5 à 9). Enfin, les répertoires donnent les adresses des œuvres recensées : ils nous permettront de retracer la géographie urbaine de la charité (chap. 10 à 12). ■